

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)
de Monsieur Ambert et Monsieur Albouy, Conseillers
En présence de Monsieur Fraboulet, Rapporteur public
Madame Guillou, Greffière

09 heures 10

01)	DOSSIER N° 2503587	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : Demande d'annuler l'arrêté du 8 avril 2025 par lequel le préfet du Morbihan a rejeté sa demande de titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours à destination de la Tunisie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de trois mois	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	HELALI KAIS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
02)	DOSSIER N° 2503795	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 2 mai 2025 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour et l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Maroc	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître SAGLIO Agnès
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
03)	DOSSIER N° 2402816	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TS : Demande d'annuler la décision du 29 décembre 2023 par laquelle le préfet du Finistère a rejeté sa demande de délivrance d'un premier titre de séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître SAGLIO Agnès
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

09 heures 10

04)	DOSSIER N° 2403183	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	TS : Demande d'annuler la décision du 10 avril 2024 par laquelle le préfet du Finistère a rejeté sa demande de délivrance d'un titre de séjour "vie privée et familiale" en qualité de parent d'enfant français	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître MOUANGA DIATANTOU Stella
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
05)	DOSSIER N° 2504038	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 31 octobre 2024 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours à destination de l'Algérie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de deux ans.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître MAONY Manon (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
06)	DOSSIER N° 2504124	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 13 novembre 2024 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Brésil et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître BLANCHOT Anna (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

09 heures 10

07)	DOSSIER N° 2503792	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 31 mars 2025 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Sénégal et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître NOHE-THOMAS Margot (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
08)	DOSSIER N° 2403418	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	TS : Demande d'annuler l'arrêté du 29 mai 2024 par lequel le préfet du Finistère a rejeté sa demande de délivrance d'un titre de séjour "vie privée et familiale"	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	M. le bâtonnier BUORS Franck
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
09)	DOSSIER N° 2503893	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : Demande d'annuler l'arrêté du 30 mai 2025 par lequel le préfet de Dordogne l'a obligé à quitter le territoire français sans délai à destination de l'Algérie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de deux ans.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître NAMIGOHAR Adrien
Défendeur	PREFECTURE DE LA DORDOGNE	
10)	DOSSIER N° 2403442	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	TS : Doit être regardé comme demandant d'annuler la décision du 22 avril 2024 par laquelle le préfet du Finistère a refusé sa demande de regroupement familial au bénéfice de sa fille	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	GENY SANTONI (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

09 heures 10

11)	DOSSIER N° 2403323	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	TS : Demande d'annuler l'arrêté du 1er février 2024 par lequel le préfet du Morbihan a rejeté sa demande de délivrance d'un certificat de résidence algérien "vie privée et familiale"	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	CABINET DGR AVOCATS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
12)	DOSSIER N° 2503403	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 02 avril 2025 par lequel le préfet du Morbihan l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Angola et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de deux ans.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	CABINET DGR AVOCATS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
13)	DOSSIER N° 2503926	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 14 mai 2025 par lequel le préfet du Morbihan lui a refusé son titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Guinée et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de deux ans.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SELARLU HAGEGE (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	

09 heures 10

14)	DOSSIER N° 2504141	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 12 mai 2025 par lequel le préfet de Morbihan a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Tchad.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître DE RAMMELAERE Lisa (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
15)	DOSSIER N° 2402253	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TS : Demande d'annuler la décision implicite par laquelle le préfet des Côtes d'Armor a rejeté sa demande de délivrance d'un titre de séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître HORVAT Alba (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
16)	DOSSIER N° 2403918	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	TS : demande d'annuler la décision du 27 mai 2024 par laquelle le préfet du Morbihan a rejeté sa demande de renouvellement d'un titre de séjour en qualité de "parent d'enfant français"	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître FLECK Constance (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
17)	DOSSIER N° 2402330	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TS : Demande d'annuler la décision du 11 décembre 2023 du préfet d'Ille-et-Vilaine rejetant sa demande d'admission exceptionnelle au séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	CABINET D'AVOCATS LE STRAT
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 10

18)	DOSSIER N° 2504137	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 25 avril 2025 par lequel le préfet des Côtes d'Armor a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Cameroun et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de deux ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE BIHAN Katell (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
19)	DOSSIER N° 2504037	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 2 janvier 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la République Démocratique du Congo et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître GONULTAS Omer
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
20)	DOSSIER N° 2503593	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 15 avril 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine lui a refusé son titre de séjour et l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trentes jours à destination de la Chine et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BERTHET-LE FLOCH Flora
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 10

21)	DOSSIER N° 2402332	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TS : Demande d'annuler la décision du 30 octobre 2023 par laquelle le préfet d'Ille-et-Vilaine a rejeté sa demande de délivrance d'une carte de résident longue durée UE	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
22)	DOSSIER N° 2503578	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : Demande d'annuler l'arrêté du 18 avril 2025 par lequel le préfet des Côtes d'Armor a rejeté sa demande de titre de séjour et l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours à destination de la Tunisie	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
25)	DOSSIER N° 2403290	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	TS : demande d'annuler la décision sans date par laquelle le ministère de l'intérieur et des outre-mer a clôturé sa demande de renouvellement de titre de séjour "vie privée et familiale" et a donc rejeté ladite demande	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
26)	DOSSIER N° 2402804	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TS : Demande d'annuler l'arrêté du 25 mars 2024 par lequel le préfet du Morbihan a rejeté sa demande de délivrance d'un titre de séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître GOURLAOUEN Carole (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	

09 heures 10

27)	DOSSIER N° 2503791	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS: demande d'annuler l'arrêté du 27 avril 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la République Démocratique du Congo et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	PITEL GÉRALDINE (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
28)	DOSSIER N° 2402843	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	TS : Demande d'annuler la décision du 21 février 2024 par laquelle le préfet d'Ille-et-Vilaine a rejeté sa demande d'admission exceptionnelle au séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître DOUARD Florian (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
29)	DOSSIER N° 2503404	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 17 avril 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours, a fixé la République Démocratique du Congo comme pays de destination de la mesure d'éloignement et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître WONE Aliou (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 10

30)	DOSSIER N° 2503408	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 10 avril 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine lui a refusé son titre de séjour et l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Colombie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître DAHI Sonia (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
31)	DOSSIER N° 2402249	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TS : Demande d'annuler la décision du 14 décembre 2023 par laquelle le préfet d'Ille-et-Vilaine a rejeté sa demande de délivrance d'un titre de séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître SEMINO Enzo (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
32)	DOSSIER N° 2503906	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : Doit être regardé comme demande d'annuler l'arrêté du 2 juin 2025 par lequel le préfet du Finistère lui a refusé son titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Gabon et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)
de Monsieur Ambert et Monsieur Albouy, Conseillers
En présence de Monsieur Fraboulet, Rapporteur public
Madame Guillou, Greffière

10 heures 00

01)	DOSSIER N° 2203274	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° PC5601321T0108 du 27 avril 2022 par lequel le maire de la commune de Belz a accordé un permis de construire une maison individuelle avec garage sur un terrain situé lieudit *	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE DANTEC Marie (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE BELZ Monsieur et/ou Madame	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP SOCIETE D' AVOCATS DOME
02)	DOSSIER N° 2301552	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TVA : demande de prononcer la décharge en droits, intérêts de retard et pénalités des cotisations supplémentaires de TVA auxquelles il a été assujetti au titre des années 2017 à 2019	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître MICHALLON Jean-Jacques (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

10 heures 00

03)	DOSSIER N° 2301673	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	IR : demande de prononcer la décharge en droits, intérêts de retard et majorations des cotisations supplémentaires à l'impôt sur le revenu auxquelles il a été assujetti au titre des années 2017 à 2019	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître MICHALLON Jean-Jacques (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
04)	DOSSIER N° 2206221	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision du 10 octobre 2022 prononçant une amende administrative pour manquement à l'article L. 522-1 du code de la consommation relatif à la constatation de pratiques commerciales trompeuses.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SASU COP VERT	Maître EYRIGNOUX Angélique (Cour)
Défendeur	PREFET DE POLICE DE PARIS	
05)	DOSSIER N° 2301553	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	IR : demandent de prononcer la décharge de la cotisation supplémentaire d'impôt sur le revenu à laquelle ils ont été assujettis au titre de l'année 2015 (décision implicite)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame	SOCIETE D'AVOCATS BONDIGUEL & ASSOCIES
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

